

Transition du Canada vers la carboneutralité : Accélérer la collaboration en vue de 2050

Octobre 2021



DÉNI DE RESPONSABILITÉ

Le présent document, préparé par les Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada), fournit des indications ne faisant pas autorité. CPA Canada et les auteurs déclinent toute responsabilité ou obligation pouvant découler, directement ou indirectement, de l'utilisation de ce document.

© 2021 Comptables professionnels agréés du Canada

Tous droits réservés. Cette publication est protégée par des droits d'auteur et ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ou transmise de quelque manière que ce soit (électroniquement, mécaniquement, par photocopie, enregistrement ou toute autre méthode) sans autorisation écrite préalable.

Pour toute question relative à cette autorisation, veuillez écrire à permissions@cpacanada.ca.

Remerciements

CPA Canada tient à souligner l'importante contribution d'ESG Global Advisors et de la section canadienne du Réseau de leadership des chefs des finances de l'Association pour la comptabilité durable (ACD) du prince de Galles à l'élaboration du présent rapport ainsi que du *Rapport de consultation sur la transition du secteur énergétique canadien vers la carboneutralité*.

Pour obtenir de plus amples renseignements

Si vous avez des questions ou des commentaires sur le présent document, veuillez vous adresser aux personnes-ressources suivantes :

Davinder Valeri CPA, CA

Directrice, Stratégie, risques et gestion de la performance, et directrice générale, CPA Canada, section canadienne, Réseau de leadership des chefs des finances de l'ACD
Courriel : DValeri@cpacanada.ca

Gigi Dawe LL. M.

Directrice, Surveillance et gouvernance des entreprises, CPA Canada
Courriel : GDawe@cpacanada.ca

Table des matières

Remerciements	iii
Contexte	1
Portée et objectifs	3
Feuille de route pour la mise en œuvre de la transition du Canada vers la carboneutralité	5
Thème 1 – Collaboration sectorielle	6
Thème 2 – Partenariats public-privé	9
Thème 3 – Les CPA en tant que catalyseurs	13
Prochaines étapes	19
Annexe A – Rapport de phase 1 – Contexte et résumé	20
Thème commun 1 : Collaboration	20
Thème commun 2 : Innovation et technologie	21
Thème commun 3 : Réglementation et politiques plus claires	21
Annexe B – Portrait des avancées pertinentes à l'échelle mondiale	23
Échelle mondiale	23
Échelle nationale	25
Annexe C – Conclusions détaillées des tables rondes de la phase 2	27
Table ronde des administrateurs	28
Table ronde sur les matériaux et les bâtiments	31
Table ronde sur l'agriculture, l'alimentation et les produits forestiers	33

Table ronde sur tous les secteurs	35
Annexe D – Liens vers des ressources pertinentes	38
Publications de CPA Canada	38
Publications sur la carboneutralité à l'échelle mondiale et nationale	39
Secteur de l'agriculture, de l'alimentation et des produits forestiers	39
Secteur des transports	40
Secteur des matériaux et des bâtiments	40

Contexte

Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) publie le présent rapport pour épauler les entreprises canadiennes à opérer la transition vers des activités carboneutres, et pour contribuer à l'apport du Canada dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), qui se tiendra en novembre 2021.

CPA Canada est l'une des 13 organisations comptables du monde entier qui [s'engagent publiquement](#) à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et à proposer à leurs membres des outils pour prendre le virage vers la carboneutralité.

Depuis plus de 25 ans, CPA Canada est un chef de file dans l'élaboration de documents de réflexion, d'indications et de programmes de perfectionnement professionnel portant sur la durabilité et les changements climatiques. En tant qu'organisation comptable nationale, CPA Canada est en bonne position pour être le porte-voix indépendant de leaders des secteurs public et privé.

À l'automne 2020, la Section canadienne du Réseau de leadership des chefs des finances de l'Association pour la comptabilité durable (ACD) du prince de Galles et CPA Canada ont uni leurs efforts afin d'organiser une série de tables rondes et d'entrevues virtuelles (désignées collectivement dans le présent rapport par le terme «série d'événements sur la transition vers la carboneutralité»). L'objectif : recueillir des observations et des points de vue auprès d'administrateurs de sociétés, de dirigeants et d'équipes d'exploitation de sociétés pétrogazières canadiennes, ainsi que de représentants d'investisseurs institutionnels qui injectent des capitaux dans ce secteur.

Les points de vue exprimés par les différents publics cibles sont résumés dans le [Rapport de consultation sur la transition du secteur énergétique canadien vers la carboneutralité](#) (désigné dans le présent rapport par le terme «Rapport de la phase 1» et résumé à l'[Annexe A](#)). Le Rapport de la phase 1 présente les thèmes souvent évoqués par ces publics cibles et décrit les lacunes auxquelles le Canada doit remédier pour assurer une transition vers une économie carboneutre d'ici 2050. Ces thèmes et ces lacunes ont servi à élaborer les initiatives de consultation des parties prenantes et les recherches dont fait état le Rapport de la phase 1.

Veillez noter qu'au moment de la publication du présent rapport, le calcul des émissions exportées faisait l'objet d'un examen minutieux, de même que l'incidence que peut avoir le commerce international dans les calculs des émissions au niveau national, lesquels peuvent influencer sur l'atteinte de la carboneutralité.

La « **carboneutralité** » est atteinte lorsque les émissions anthropiques de gaz à effet de serre dans l'atmosphère sont contrebalancées par les absorptions anthropiques sur une période donnée (IPCC, 2018: Annex I: Glossary [Matthews, J.B.R. (ed.)]).

L'**engagement du Canada à atteindre la carboneutralité** couvre tous les gaz à effet de serre (GES) et concerne les émissions générées sur l'ensemble de son territoire, tous secteurs confondus. Cette définition est conforme aux normes internationales pour la comptabilisation des GES, selon lesquelles chaque pays comptabilise les émissions produites à l'intérieur de ses frontières. Les émissions provenant d'exportations génératrices de GES sont comptabilisées dans le pays d'utilisation. (Groupe consultatif pour la carboneutralité, *Net-Zero Pathways: Initial Observations Report* [PDF])



APPUI À LA CANDIDATURE DU CANADA POUR ACCUEILLIR LE SIÈGE D'UN CONSEIL DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION SUR LA DURABILITÉ

En juillet 2021, CPA Canada était au nombre des organisations des secteurs privé et public, dont le gouvernement fédéral, qui ont appuyé l'offre du Canada d'accueillir le siège mondial d'un nouveau conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board – ISSB). Cette initiative, chapeautée par les Champions canadiens des normes internationales d'information sur la durabilité, résulte d'un effort concerté visant un objectif commun : l'établissement au Canada du siège du nouveau conseil.

CPA Canada a facilité la collaboration de nombreux acteurs : grandes caisses de retraite, institutions financières, autorités de réglementation des valeurs mobilières, organisme de premier plan des Premières Nations, cabinets comptables, assureurs et autres grandes sociétés canadiennes. Les six plus grandes municipalités du pays ainsi que de grandes organisations du milieu des affaires, du milieu universitaire et du domaine de la protection de l'environnement ont également donné leur appui au projet.

Portée et objectifs

Le présent rapport, qui s'inscrit dans les efforts que déploie CPA Canada depuis de nombreuses années en matière de changements climatiques (voir l'[Annexe D](#)), est destiné aux décideurs et aux dirigeants des secteurs public et privé du Canada. Il est le fruit de recherches et d'un engagement des parties prenantes à contribuer au dialogue sur la réalisation des objectifs de carboneutralité du Canada. Il servira à l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre qui définira :

1. les mesures pratiques à prendre pour surmonter les défis et tirer parti des occasions liées à la transition vers la carboneutralité;
2. le rôle des acteurs clés de l'écosystème canadien qui peuvent collaborer à l'atteinte des résultats souhaités;
3. l'échéancier proposé pour l'atteinte de l'objectif final.

Afin d'identifier les acteurs clés de l'écosystème canadien, CPA Canada a fait appel aux groupes suivants dans le cadre de sa série d'événements sur la transition vers la carboneutralité :

- Administrateurs de sociétés
- Équipes de haute direction
- CPA exerçant en entreprise, en cabinet et dans le secteur public
- Étudiants CPA



Les recommandations présentées dans le présent rapport ont été formulées à l'issue d'initiatives de mobilisation et de consultation des parties prenantes menées par CPA Canada, dont les suivantes :

- Consultations de la phase 1 auprès du secteur canadien de l'énergie (voir l'[Annexe A](#))
- Recherche sur les pratiques exemplaires et les avancées mondiales dans la transition vers la carboneutralité (voir l'[Annexe B](#))
- Consultations de la phase 2 auprès des secteurs des transports, des matériaux et bâtiments, et de l'agriculture, de l'alimentation et de la foresterie (voir l'[Annexe C](#))
- Conclusions de l'enquête de CPA Canada auprès des jeunes sur le rôle du secteur pétrogazier dans la transition du Canada vers la carboneutralité
- Conclusions de la conférence de la Coalition de Premières Nations pour les grands projets sur les GES et l'investissement durable autochtone
- Série de ressources axées sur la transition vers la carboneutralité, dont des pratiques exemplaires, des indications, des initiatives, des études de cas et des collaborations à l'échelle mondiale, nationale et sectorielle (voir l'[Annexe D](#))

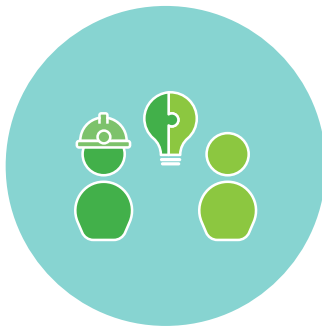
La recherche s'est concentrée sur les secteurs économiques suivants (décrits à l'[Annexe A](#) et à l'[Annexe C](#)), étant donné leur contribution à l'inventaire national des émissions de GES du Canada :

- Énergie
- Transports
- Bâtiments et matériaux
- Agriculture, alimentation et produits forestiers
- Investisseurs

Feuille de route pour la mise en œuvre de la transition du Canada vers la carboneutralité

Des thèmes communs sont ressortis à l'issue des consultations menées auprès des parties prenantes par CPA Canada, et ont donné lieu à la feuille de route générale qui suit, dont l'objectif est d'accélérer la collaboration entre les secteurs public et privé en vue d'atteindre la carboneutralité du Canada d'ici 2050.

La liste des principaux acteurs n'est pas exhaustive; elle se veut plutôt un point de départ pour cibler les leaders susceptibles de mettre en œuvre les actions recommandées. L'échéancier proposé reflète quant à lui l'urgence de remédier à la crise climatique.



Thème 1 : Collaboration sectorielle	Thème 2 : Partenariats public-privé	Thème 3 : Les CPA en tant que catalyseurs
<ul style="list-style-type: none"> • Au sein d'un même secteur (intrasectorielle) • Entre les secteurs (intersectorielle) - y compris la chaîne de valeur • Rôle des dirigeants 	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques • Financement pour le développement de nouvelles technologies et solutions • Rôle des autorités de réglementation 	<ul style="list-style-type: none"> • CPA Canada et autres organisations professionnelles comptables dans le monde • CPA exerçant en entreprise • CPA exerçant dans le secteur public • CPA exerçant en cabinet



Thème 1 – Collaboration sectorielle

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>Collaboration intrasectorielle</p> <ul style="list-style-type: none"> Les entreprises doivent commencer à intégrer les émissions de GES de portée 3 dans leur processus décisionnel et consulter les partenaires de la chaîne de valeur afin de déterminer les mesures communes à prendre pour atteindre les objectifs de carboneutralité d'ici 2050. Les entreprises doivent consulter leurs partenaires de la chaîne de valeur pour établir des objectifs communs liés aux changements climatiques afin de conclure des ententes commerciales novatrices et mutuellement avantageuses (y compris des partenariats et des projets de R-D visant le développement de technologies et de solutions pour la réduction des émissions). Les entreprises doivent utiliser des mesures et des objectifs propres à leur secteur (par exemple, les normes du Sustainability Accounting Standards Board [SASB] et les lignes directrices émises par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques [GIFCC] concernant les mesures, les cibles et les plans de transition) pour que l'information soit cohérente et comparable dans tous les secteurs. Ce faisant, elles doivent mettre l'accent sur la mesure et la déclaration de leurs émissions de GES de portée 3. 	<ul style="list-style-type: none"> Associations sectorielles (p. ex., Association minière du Canada, Association canadienne des producteurs pétroliers, Association canadienne des éleveurs de bovins, Association nucléaire canadienne) Dirigeants CPA exerçant en entreprise Peuples autochtones Collectivités 	<p>En cours – Des collaborations intrasectorielles ont été amorcées (voir l'exemple illustratif).</p> <p>T1 2022 – Il est urgent de mettre l'accent sur les émissions de portée 3 pour que la carboneutralité soit atteinte d'ici 2050.</p>
<p>Exemple illustratif de collaboration intrasectorielle : Alliance de producteurs canadiens de sables bitumineux novateurs</p> <p>Les sociétés Canadian Natural Resources, Cenovus Energy, L'Impériale, MEG Energy et Suncor Énergie – qui sont responsables de 90 % de la production de sables bitumineux au Canada – se sont alliées pour créer l'Initiative pour des sables bitumineux carboneutres. En collaboration avec le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Alberta, elles s'efforcent de réduire à zéro les émissions de GES provenant de l'exploitation des sables bitumineux d'ici 2050.</p>		

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>Collaboration intersectorielle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer des plateformes et des réseaux officiels et informels pour permettre une collaboration informelle et inclusive entre les parties prenantes du secteur, les organisations et les communautés dirigées par des Autochtones, la société civile, le milieu universitaire, le gouvernement et d'autres acteurs. • Examiner des études de cas de collaborations intersectorielles à l'échelle mondiale afin de trouver une approche, une structure et des objectifs qui peuvent être reproduits au Canada. • Tirer parti des leçons apprises des collaborations intersectorielles existantes, y compris à l'extérieur du Canada (p. ex., le programme Land O'Lakes de Microsoft, qui est une alliance stratégique visant à promouvoir les innovations agricoles, à améliorer la chaîne d'approvisionnement, à étendre les pratiques durables pour les agriculteurs et le système alimentaire, et à combler les lacunes en matière d'accès aux services Internet à large bande dans les communautés rurales). 	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil d'action en matière de finance durable • Groupe consultatif pour la carboneutralité • Tables sectorielles de stratégies économiques du gouvernement fédéral • CPA Canada • Institute for Sustainable Finance • Sustainable Markets Initiative • Institut canadien pour des choix climatiques • Peuples autochtones et organisations sectorielles • Collectivités • L'Initiative canadienne de droit climatique 	<p>T1 2022 – Après la COP26, ce sera l'occasion de mettre en œuvre ces recommandations qui mèneront à des plans d'action pour atteindre les objectifs du Canada en matière de GES et de carboneutralité.</p>

Exemple illustratif de collaboration intersectorielle : [Ontario Power Generation et la Commission des transports de Toronto](#)

En avril 2021, la Commission des transports de Toronto (CTT) a annoncé l'adoption d'un cadre de travail avec Ontario Power Generation (OPG) et Toronto Hydro pour que les trois parties travaillent ensemble à l'électrification du parc d'autobus de la CTT, ce qui constitue le plus grand projet d'électrification des transports en commun en Amérique du Nord à ce jour. OPG, par l'intermédiaire d'une filiale, assurera la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien des infrastructures d'alimentation électrique du parc d'autobus de la CTT.

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>Rôle des dirigeants</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les conseils d'administration doivent encourager les équipes de direction à établir une stratégie en matière de changements climatiques et de réduction des émissions. Ils doivent également s'assurer que la direction a mis en place un processus pour identifier, évaluer et mesurer les possibilités et les risques liés aux changements climatiques pour leur entreprise, en tenant compte de l'objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. • Afin de rester concurrentielles dans le contexte d'une économie mondiale à faibles émissions de carbone, les entreprises doivent adapter leurs modèles d'affaires et leurs stratégies à long terme en fonction de la transition vers la carboneutralité. Elles doivent notamment se fixer des objectifs pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050, de même que des objectifs intermédiaires (à atteindre d'ici 2030, par exemple), afin de pouvoir mesurer les progrès accomplis et en rendre compte. • Les entreprises doivent définir des plans de mise en œuvre clairs pour atteindre les objectifs de carboneutralité d'ici 2050 et les objectifs intermédiaires. Ceux-ci doivent être intégrés aux processus existants, tels que la planification stratégique et financière, la budgétisation et les dépenses en immobilisations, la gestion des risques et l'exploitation. • Les entreprises doivent lier la rémunération des dirigeants à l'atteinte des objectifs intermédiaires afin qu'ils assument officiellement la responsabilité des progrès réalisés à l'égard des objectifs de carboneutralité à long terme. 	<ul style="list-style-type: none"> • Conseils d'administration • Dirigeants • CPA exerçant en entreprise • CPA exerçant en cabinet • Leaders locaux 	<p>Priorité immédiate – La communication d'une information cohérente et comparable sur les approches adoptées par les entreprises en matière de transition vers la carboneutralité facilitera l'investissement nécessaire pour réduire les émissions de GES et mettre en œuvre des projets nouveaux et innovants.</p>



Thème 2 – Partenariats public-privé

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>Pour chacun des secteurs de l'économie canadienne, définir un ensemble de méthodes à adopter, assorties de budgets carbone clairs, afin que le Canada atteigne la carboneutralité d'ici 2050. La participation des entreprises à la conception de plans de transition vers la carboneutralité est essentielle pour s'assurer que la compétitivité canadienne est préservée et que l'approche adoptée est pragmatique et réalisable. Les plans de transition doivent être justes et équitables, et tous doivent pouvoir participer au dialogue. Personne ne doit porter seul le fardeau et personne ne peut être laissé pour compte.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement fédéral • Tables sectorielles de stratégies économiques • Organisations dirigées par des Autochtones • Conseil d'action en matière de finance durable • Groupe consultatif pour la carboneutralité • Entreprises¹ • Collectivités • Particuliers 	<p>T4 2022 – Après la COP26, il serait possible d'élaborer un budget carbone national en vue d'une publication avant la fin de 2022.</p>

Exemple illustratif de collaboration entre les secteurs public et privé : [Groupe consultatif pour la carboneutralité du Canada](#) (GCCC)

Le principal mandat de ce groupe consultatif consiste à trouver des moyens pour aider le Canada à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Il tirera parti des recherches, des analyses et de l'expertise technique existantes et nouvelles. Puisque tous les Canadiens ont un rôle à jouer dans l'élaboration d'une transformation inclusive vers une économie à faibles émissions de carbone, le groupe mènera des discussions nationales approfondies avec des entités des secteurs public et privé et des Canadiens d'un océan à l'autre. Les conseils formulés par le groupe incluront des mesures relevant de la compétence fédérale, mais pourraient également comprendre des mesures pouvant être mises en œuvre par d'autres entités, comme des particuliers, des collectivités, des entreprises et d'autres ordres de gouvernement. En juin 2021, le GCCC a publié ses observations initiales concernant la transition vers la carboneutralité dans un rapport intitulé [Net Zero Pathways: Initial Observations \[PDF\]](#).

1 Aux fins du présent rapport, les acteurs clés désignés par le terme « entreprises » s'entendent des entreprises exerçant leurs activités dans les secteurs économiques clés cités dans ce même rapport.

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>Favoriser un dialogue plus efficace entre les secteurs public et privé afin que chacun puisse mieux façonner les politiques qui les concernent. L'incidence des politiques américaines sur la compétitivité canadienne doit notamment être prise en considération.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les ordres de gouvernement • Entreprises 	<p>Priorité immédiate – À l'heure où le gouvernement fédéral adopte un plan de mise en œuvre pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050, les entreprises doivent participer activement à la conception des politiques.</p>
<p>Faciliter la collaboration entre les entreprises et les divers ordres de gouvernement en vue de déterminer les mécanismes dans lesquels intégrer les considérations relatives aux changements climatiques au sein des politiques d'approvisionnement des entités des secteurs public et privé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement fédéral • Gouvernements provinciaux/ territoriaux • Administrations municipales • Entreprises • Organisations sectorielles dirigées par des Autochtones 	<p>T2 2022 – Maintenant que les entreprises commencent à mesurer les émissions de GES de portée 3, les politiques d'approvisionnement doivent y accorder davantage d'importance.</p>
<p>Pour aider à soutenir et à étendre l'utilisation des technologies clés, les administrations publiques doivent envisager de renforcer les mécanismes permettant d'absorber les coûts pour ceux qui adoptent sans attendre des technologies de réduction des émissions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement fédéral • Gouvernements provinciaux/ territoriaux • Entreprises 	<p>Priorité immédiate – À l'heure où le gouvernement fédéral adopte un plan de mise en œuvre pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050, les entreprises doivent participer activement à la conception des politiques.</p>

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>Les administrations publiques et les entreprises doivent travailler ensemble afin de définir des cadres normalisés pour les principaux mécanismes de financement de la transition vers la carboneutralité (p. ex., prêts liés à la durabilité, obligations vertes, obligations de transition, élimination des risques d'investissement). Les valeurs et le savoir traditionnel des Autochtones doivent être pris en considération dans l'élaboration de ces cadres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement fédéral • Gouvernements provinciaux/ territoriaux • Conseil d'action en matière de finance durable • Association canadienne de normalisation (CSA) • Entreprises • Peuples autochtones et organisations sectorielles 	<p>En cours – La CSA travaille à la mise au point d'une taxonomie de transition pour le Canada (la date de publication reste à déterminer).</p> <p>T4 2022 – Un ensemble de cadres standard devraient être mis en place pour permettre les flux de capitaux.</p>
<p>Les autorités de réglementation financière doivent consulter les entreprises pour bien comprendre les considérations pratiques liées à l'adoption des recommandations du GIFCC en matière de communication de l'information, et mettre l'accent sur l'élaboration d'une mesure de protection adéquate pour les sociétés ouvertes et sur l'allègement des obligations d'information des petites et moyennes entreprises (PME).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Autorités canadiennes en valeurs mobilières et autorités de réglementation provinciales • Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) • Banque du Canada • Gouvernement fédéral 	<p>T1 2022 – Selon les résultats de la COP26, la communication de l'information financière relative aux changements climatiques devrait devenir obligatoire dans un avenir proche. Les autorités de réglementation et les sociétés canadiennes doivent se préparer à une adoption progressive (sur plusieurs années).</p>

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>Il est essentiel que l'engagement, la participation et le savoir des Autochtones soient au cœur de la conception et de la mise en œuvre des politiques qu'élaborent les administrations publiques pour favoriser la transition vers la carboneutralité. Ces dernières doivent entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • offrir des incitatifs économiques clairs aux entreprises pour qu'elles s'associent avec des communautés autochtones dans leurs initiatives de transition vers la carboneutralité (p. ex., un financement accru pour accroître la participation détenue par les Autochtones dans les projets); • offrir des mesures incitatives pour soutenir l'accès des peuples autochtones aux capitaux afin qu'ils puissent participer à de grands projets d'infrastructure; • élaborer des processus d'évaluation des appels d'offres qui exigent des plans de consultation et de participation des Autochtones; • offrir des mesures incitatives pour favoriser la participation des peuples et des communautés autochtones dès le début ou avant même la formulation d'un projet, qu'on aura arrimé avec les valeurs autochtones propres à la communauté; • offrir des mesures pour inciter les promoteurs de projets à établir en priorité une relation de confiance avec les peuples et les communautés autochtones; • offrir des mesures pour inciter les entreprises à donner à la direction et au personnel de la formation sur l'histoire des peuples autochtones, l'histoire des pensionnats et les séquelles des abus qui y ont été subis, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, les traités et les droits des Autochtones, le droit autochtone et les relations entre l'État et les Autochtones. Cette formation devra être axée sur les compétences interculturelles, la résolution des conflits, les droits de la personne et la lutte contre le racisme. (Source : Commission de vérité et réconciliation du Canada) 	<ul style="list-style-type: none"> • Peuples autochtones • Coalition de Premières Nations pour les grands projets • Administration financière des Premières Nations • Conseil canadien pour l'entreprise autochtone • Gouvernement fédéral • Entreprises 	<p>En cours – un dialogue initial a été entamé et il pourrait être possible d'établir ces mécanismes en bonne et due forme en 2022.</p>



Thème 3 – Les CPA en tant que catalyseurs

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>Organisations professionnelles comptables</p> <ul style="list-style-type: none"> Examiner les grilles de compétences existantes pour le processus d'agrément à titre de comptable professionnel et les mettre à jour en y intégrant les compétences relatives aux changements climatiques et à la carboneutralité. Offrir de la formation sur la carboneutralité pour les CPA et les chefs d'entreprise canadiens qui évoluent dans l'écosystème des organisations professionnelles comptables (p. ex., de la formation pour les CPA qui occupent des postes de direction, comme les chefs des finances, les administrateurs de sociétés, etc.). Publier des documents de réflexion et explorer des programmes de formation pour sensibiliser tous les Canadiens au rôle qu'ils peuvent jouer dans la transition vers la carboneutralité (p. ex., lancer un programme semblable au programme de littératie financière de CPA Canada pour accroître les connaissances du public au sujet des changements climatiques) – ce qui s'inscrit dans la mission de CPA Canada d'agir dans l'intérêt public. Examiner les normes comptables pour le secteur public afin de déterminer si elles doivent être mises à jour pour refléter la présentation d'information sur les risques et les possibilités liés aux changements climatiques. Entretenir le dialogue avec les leaders des secteurs public et privé sur la transition du Canada vers la carboneutralité, en mettant l'accent sur la mise en œuvre et les actions concrètes pour les principaux intervenants. 	<ul style="list-style-type: none"> CPA Canada Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP)² IFRS® Foundation ISSB (à venir) ACD (dont les différentes sections du Réseau de leadership des chefs des finances) International Federation of Accountants (IFAC) 	<p>En cours – CPA Canada a récemment publié sa Grille de compétences des CPA montrant «la voie à suivre» (Grille 2.0), dans laquelle les compétences relatives à la durabilité et aux changements climatiques font partie des compétences clés pour les CPA du Canada.</p> <p>En cours – CPA Canada prépare une formation sur les changements climatiques à l'intention des CPA, des conseils d'administration et des cadres en collaboration avec Ressources naturelles Canada.</p> <p>T1 2022 – Possibilité de commencer à mettre en œuvre d'autres recommandations pour permettre à la profession comptable de contribuer de manière déterminante à la conception et à la mise en œuvre de politiques au Canada et dans le monde entier.</p>

2 Les conseils canadiens de normalisation et de surveillance de la normalisation en information financière et en certification sont le Conseil de surveillance de la normalisation comptable, le Conseil des normes comptables, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public, le Conseil de surveillance de la normalisation en audit et certification, et le Conseil des normes d'audit et de certification.

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>Organisations professionnelles comptables (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cas de CPA Canada, continuer à plaider en faveur d'une conception efficace et efficiente des politiques climatiques et contribuer à ce processus en organisant des consultations officielles pour les CPA exerçant en entreprise. • Offrir aux organisations qui n'ont pas accès à des CPA de la formation sur les risques et les possibilités liés aux changements climatiques et sur la transition vers la carboneutralité. • Contribuer à l'élaboration de normes qui tiennent compte du capital naturel en tant que moyen d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci. 		
<p>Exemple de collaboration : Dérèglement climatique : Les organisations comptables lancent un appel à l'action</p> <p>Le texte est signé par les chefs de la direction de 14 organisations représentant 2,5 millions de comptables dans 181 pays, dont plus de 217 000 CPA du Canada.</p>		

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>CPA exerçant en entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les efforts déployés à l'interne pour lutter contre les changements climatiques en aidant leur organisation à identifier, à évaluer et à gérer les risques et les possibilités liés à la carboneutralité pour l'entreprise. • Favoriser l'alignement organisationnel par rapport aux changements climatiques en sensibilisant les parties prenantes internes aux possibilités et aux risques qui y sont associés. • Agir comme référence pour la mesure et la surveillance à l'interne des émissions de GES et des progrès vers l'atteinte des objectifs de carboneutralité. • Démontrer la rentabilité des activités de réduction des GES afin de faciliter la transition vers la carboneutralité au sein de leur organisation, par exemple en fournissant des projections de flux de trésorerie disponibles ou des analyses aux fins de la prise de décisions en matière d'affectation du capital, de fusions et d'acquisitions, de financement par emprunt ou par capitaux propres, de paiement de dividendes ou d'autres décisions financières. • Faire en sorte qu'un prix fictif du carbone soit pris en compte dans la prise de décisions relatives aux dépenses en immobilisations et à la planification à long terme. 	<p>Membres CPA occupant différents postes au sein d'entreprises de divers secteurs, notamment dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Direction financière • Information financière • Analyse et planification financière • Audit interne • Stratégie d'affaires et veille stratégique • Exploitation • Gestion des risques <p>Membres CPA qui siègent à des conseils d'administration de sociétés.</p>	<p>Priorité immédiate – CPA Canada a un rôle essentiel à jouer dans la mobilisation des CPA qui exercent en entreprise, en leur fournissant des indications, de la formation et des outils habilitants.</p> <p>Pour soutenir leur transition vers la carboneutralité, les organisations doivent mettre à contribution leurs CPA internes.</p>

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>CPA exerçant en entreprise <i>(suite)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir des conseils sur l'évaluation du capital naturel pour aider les décideurs à faire des choix éclairés, notamment en envisageant des solutions climatiques axées sur la nature. • Établir des contrôles internes, des processus et des contrôles d'assurance qualité à l'égard des données et des informations utilisées pour la prise de décisions et la communication. • Soutenir la communication d'information de gestion à la direction et au conseil d'administration pour appuyer la prise de décisions. • Soutenir la communication d'information sur les progrès réalisés vers l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050 aux actionnaires et aux parties prenantes. • Soutenir l'émission d'instruments financiers destinés à financer la transition vers la carboneutralité (p. ex., obligations vertes, prêts liés à la durabilité) et la communication d'information continue aux investisseurs. 		
<p>Indications sectorielles : Ressources de l'Association pour la comptabilité durable (ACD) en matière de carboneutralité</p> <p>L'ACD travaille avec des équipes des finances, des professionnels de la comptabilité et des représentants des marchés financiers afin de définir des orientations et encourager la prise de mesures pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soutenir l'atteinte d'une économie carboneutre; • prévenir l'aggravation de la crise climatique; • atténuer les risques et tirer parti des occasions associées à la transition énergétique. <p>Les ressources qu'elle propose comprennent des indications pour l'atteinte de la carboneutralité, des conseils à l'intention des chefs des finances et des fiduciaires de régimes de retraite, ainsi que des exemples pratiques et des études de cas sur les efforts déployés par les entreprises en matière de carboneutralité. L'ACD a également préparé une déclaration d'appui des chefs des finances à la carboneutralité et une déclaration d'appui des présidents de caisses de retraite à la carboneutralité pour faciliter la coordination et la collaboration entre les pays, en tirant parti du rôle influent que les comptables peuvent jouer au sein de leur organisation.</p> <p>CPA Canada est l'une des 13 organisations comptables du monde entier qui s'engagent publiquement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES).</p>		

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>CPA exerçant dans le secteur public</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'élaboration des politiques publiques en fournissant un point de vue économique et financier, et mettre en évidence les avantages économiques de la transition vers la carboneutralité. • Soutenir des régimes fiscaux efficaces pour inciter les entreprises à investir dans de nouvelles technologies et solutions afin de décarboniser l'économie canadienne. • Soutenir l'élaboration des politiques pour les marchés du carbone (au fur et à mesure qu'elles sont mises au point). • Soutenir l'élaboration de normes et de taxonomies pour mesurer et gérer le capital naturel, ainsi que d'autres solutions axées sur la nature pour lutter contre les changements climatiques. • Fournir une assurance quant aux engagements et aux dépenses des gouvernements provinciaux et fédéral pour la lutte contre les changements climatiques (p. ex., audits de l'optimisation des ressources, audits de conformité). 	<p>Membres CPA occupant différents postes au sein de divers ordres de gouvernement (fédéral, provincial, municipal), notamment dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Direction financière • Élaboration et mise en œuvre des politiques • Planification financière et budgétisation • Information financière • Audit interne • Gestion des risques • Vérification générale 	<p>Priorité immédiate – CPA Canada a un rôle essentiel à jouer dans la mobilisation des CPA du secteur public, en leur fournissant des indications, de la formation et des outils habilitants.</p> <p>Pour élaborer des politiques, des normes et des cadres judicieux en vue de la transition vers la carboneutralité, les gouvernements doivent mettre à contribution leurs CPA internes.</p>

Action recommandée (quoi)	Acteurs clés (qui)	Échéancier proposé (quand)
<p>CPA exerçant en cabinet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégrer les considérations liées aux changements climatiques dans les audits d'états financiers des entreprises. • Fournir une assurance à l'égard des émissions de GES et des progrès réalisés en vue de l'atteinte des objectifs en matière de carboneutralité par les sociétés. • Fournir une assurance à l'égard des instruments financiers conçus pour financer la transition vers la carboneutralité (p. ex., obligations vertes, prêts liés à la durabilité), dont des rapports annuels sur les progrès réalisés quant aux ICP et aux clauses restrictives. • Fournir aux entreprises des conseils stratégiques sur l'établissement d'objectifs de carboneutralité et d'objectifs intermédiaires pour mesurer les progrès. 	<p>Les CPA qui travaillent dans des cabinets comptables se concentrent généralement sur la prestation de services d'audit et de certification aux sociétés ouvertes et aux sociétés fermées, ainsi qu'aux organismes sans but lucratif.</p> <p>Les CPA qui travaillent dans les ministères fédéraux et provinciaux et les sociétés d'État.</p>	<p>Priorité immédiate – CPA Canada a un rôle essentiel à jouer dans la mobilisation des CPA qui exercent en cabinet, en leur fournissant des indications, de la formation et des outils habilitants. CPA Canada offre le cours Changements climatiques : formation pour CPA en audit et en certification.</p> <p>Les cabinets comptables (p. ex., les Quatre Grands) devraient intégrer les changements climatiques dans leurs méthodes d'audit, leurs documents de travail et leurs programmes de formation interne pour les CPA et les étudiants CPA.</p>

Prochaines étapes

Donner immédiatement suite aux recommandations émises dans le présent rapport et commencer à appliquer dès maintenant la feuille de route pour la mise en œuvre pourrait favoriser une transition unifiée et inclusive vers la carboneutralité d'ici 2050, afin que le Canada demeure concurrentiel dans une économie à faibles émissions de carbone.

Le mouvement vers un Canada carboneutre est clairement amorcé, et les faits récents en matière de réglementation et de politique lui ont insufflé un nouvel élan. Les nombreuses initiatives de collaboration et de coordination en cours sont autant de pas importants dans la bonne direction pour amener tous les secteurs économiques du Canada à décarboniser leurs actifs et leurs activités. Le soutien important des marchés financiers mondiaux à l'égard d'une transition vers la carboneutralité d'ici 2050 ne fera qu'accélérer cette tendance. D'ailleurs, de nombreuses entreprises canadiennes ont déjà commencé à se doter de plans d'action ambitieux pour atteindre la carboneutralité.

Le dynamisme de ce mouvement peut être mis à profit pour faciliter les discussions à l'échelle nationale en vue de la création d'un plan d'action intégré visant l'atteinte de la carboneutralité au pays d'ici 2050. Cet objectif à long terme exige des actions immédiates au rythme et à l'échelle nécessaires – le travail ne fait que commencer. La tenue prochaine de la COP26, en novembre 2021, est une occasion en or pour le Canada d'asseoir sa position de chef de file. Étant donné l'urgence de la crise climatique, le temps est venu d'élaborer un plan de transition vers la carboneutralité qui soit juste et équitable pour tous les Canadiens.

ANNEXE A

Rapport de phase 1- Contexte et résumé

Thèmes communs du rapport de phase 1

Thème commun 1 : Collaboration

La transition du Canada vers la carboneutralité est un enjeu d'intérêt national.

La collaboration entre les parties prenantes et les secteurs est essentielle à la prospérité à long terme du pays.

Objectifs	Mesures à prendre
<ul style="list-style-type: none"> • La mobilisation vers la carboneutralité doit être élargie à d'autres secteurs économiques clés et aux consommateurs canadiens, qui doivent changer leurs comportements. • L'élaboration d'un plan énergétique national qui tire parti des avantages économiques uniques dont jouit le Canada dans la transition mondiale vers une économie faible en carbone. • Le regain de confiance des investisseurs et la création d'un contexte où le secteur est en mesure de réduire au maximum les émissions de CO₂ et de générer des retombées économiques positives nettes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'une tribune pour pouvoir collaborer avec d'autres secteurs clés dans le but d'établir un ensemble intégré de plans de transition destinés aux secteurs à forte intensité d'émissions au pays. • Projets de politiques pour aider les citoyens à comprendre les conséquences de leurs décisions d'achat sur leur empreinte carbone. • Offre d'incitatifs financiers à l'achat de biens et services à faibles émissions de carbone.

Thème commun 2 : Innovation et technologie

Le Canada a la possibilité de devenir un chef de file mondial dans un avenir à faibles émissions de carbone grâce à l'innovation et à la technologie.

Objectifs	Mesures à prendre
<ul style="list-style-type: none"> Le Canada est un chef de file mondial dans les solutions novatrices de technologies propres et de réduction des émissions. Les technologies qui réduisent à la fois les coûts et les émissions de carbone dans le secteur pétrogazier et d'autres secteurs économiques clés devraient être largement adoptées. Les réseaux d'innovation devraient être mis à contribution pour adapter et exporter les solutions de technologies propres. 	<ul style="list-style-type: none"> Formation de partenariats stratégiques avec des entreprises canadiennes de capital de risque dans les technologies propres afin de conclure des ententes commerciales mutuellement avantageuses. Formation de partenariats intersectoriels et participation à des carrefours d'innovation. Investissement dans des produits et des solutions à faibles émissions de carbone, en particulier ceux présentant un fort potentiel de croissance des exportations.

Thème commun 3 : Réglementation et politiques plus claires

Les entreprises et les investisseurs réclament plus de certitude en matière de réglementation et des politiques plus claires pour favoriser les investissements.

Objectif	Mesures à prendre
<ul style="list-style-type: none"> Une collaboration gouvernementale à plusieurs niveaux est requise pour définir clairement la stratégie réglementaire à court et à long terme visant à réduire les émissions de GES. 	<ul style="list-style-type: none"> Les gouvernements doivent mettre en place des politiques publiques claires et des incitatifs financiers pour que puissent se faire les investissements en R-D et les dépenses en immobilisations nécessaires à la transition. Les gouvernements et les autorités de réglementation doivent consulter le secteur pour élaborer des politiques et des règlements efficaces.



En mai 2021, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié le rapport *Net Zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector*. Ce rapport constitue la toute première étude exhaustive sur la façon de mener à bien la transition vers la carboneutralité d'ici 2050 tout en assurant un approvisionnement énergétique stable et abordable, un accès universel à l'énergie et une croissance économique vigoureuse.

ANNEXE B

Portrait des avancées pertinentes à l'échelle mondiale

L'Annexe B présente un survol des avancées pertinentes en matière de carboneutralité réalisées depuis le dépôt du Rapport de la phase 1. Pour appuyer ces initiatives mondiales, nationales et sectorielles, et demeurer concurrentiel sur la scène mondiale, le Canada doit accélérer la création d'un plan national vers la carboneutralité d'ici 2050.

Échelle mondiale

- L'IFRS Foundation a créé l'[International Sustainability Standards Board \(ISSB\)](#), qui a pour mandat d'établir les normes d'information sur la durabilité. L'ISSB se penchera en premier lieu sur la communication de l'information financière relative aux changements climatiques à l'intention des investisseurs, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC).
- Pour mettre en œuvre ses recommandations, le [GIFCC](#) se concentre sur deux volets : 1) les lignes directrices proposées concernant les mesures, les cibles et les plans de transition liés aux changements climatiques; 2) un supplément technique sur la mesure de l'alignement des portefeuilles.
- Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié le document [Roadmap for Addressing Climate-related Financial Risks \[PDF\]](#) pour favoriser une collaboration mondiale en vue d'atténuer les risques financiers systémiques découlant des changements climatiques.
- L'AIE a publié le rapport [Net Zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector \[PDF\]](#). (Voir l'encadré de l'[Annexe A](#).)
- La [Glasgow Financial Alliance for Net Zero \(GFANZ\)](#), présidée par Mark Carney, envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique, rassemble plus de 160 entreprises responsables d'actifs de plus de 70 000 milliards de dollars issues des principales initiatives du secteur financier dans le but d'accélérer la transition vers la carboneutralité d'ici 2050, dont voici les plus récentes :
 - [Net Zero Asset Owner Alliance](#) - regroupe plus de 40 investisseurs dont les actifs totalisent 6 600 milliards de dollars.

- [Net Zero Asset Managers Initiative](#) – regroupe 128 signataires dont les actifs totalisent 43 000 milliards de dollars.
- [Net Zero Insurance Alliance](#) – regroupe huit assureurs et réassureurs parmi les plus importants au monde.
- En juin 2021, le prince de Galles a tenu un événement lié à la COP26 et au G7 avec une [coalition de partenaires](#) qui rassemble plus de 300 chefs de la direction de tous les secteurs, représentant plus de 60 000 milliards de dollars d'actifs et participant à la Sustainable Markets Initiative (SMI). L'événement visait à susciter des partenariats entre les administrations publiques, les entreprises et le secteur privé de la finance dans la lutte contre les changements climatiques et la perte de biodiversité. Une dizaine de coalitions de transition ont ainsi été formées pour stimuler les investissements durables et la mobilisation des acteurs de 10 des principaux secteurs les plus émetteurs et les plus polluants en vue d'effectuer une transition.
- [Le président Biden signe un décret sur les risques financiers découlant des changements climatiques.](#)
- [Un tribunal néerlandais ordonne à Shell de réduire ses émissions de 45 % d'ici 2030.](#)
- [Un tribunal australien juge que le gouvernement a le devoir de protéger les jeunes vis-à-vis de la crise climatique.](#)

Échelle nationale



Point de vue des Autochtones sur la transition vers la carboneutralité du Canada

[Sommaire de la conférence de la Coalition de Premières Nations pour les grands projets sur les GES et l'investissement durable autochtone \[PDF\]](#) - La conférence visait prioritairement à explorer la manière d'aborder la prochaine étape importante et émergente vers la carboneutralité, c'est-à-dire l'énergie propre, et le rôle unique que peuvent y jouer les peuples autochtones et leurs leaders. Même si nous n'avons pas étudié en détail le rôle particulier des peuples autochtones, ce sujet mérite une attention plus grande de la part de CPA Canada. Les recommandations pertinentes émanant de cette conférence ont été reprises dans le présent rapport.

- [Publication du nouveau plan climatique du Canada : Un environnement sain et une économie saine](#)
- [Budget 2021 : Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience](#)
- [Le Canada s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 à 45 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030](#)
- [Le Canada met sur pied le Conseil d'action en matière de finance durable](#)
- [Le Canada crée l'organisme consultatif sur la carboneutralité](#)
- [La loi du gouvernement fédéral sur la tarification de la pollution causée par le carbone est jugée constitutionnelle](#)
- [Le Canada se joint aux États-Unis pour créer un forum des producteurs carboneutres](#)
- [Le Canada bannira la vente de nouvelles voitures et camions légers à essence à partir de 2035](#)
- [Palmarès des entreprises carboneutres : un nombre croissant d'entreprises canadiennes vise la carboneutralité d'ici 2050](#)



Point de vue des jeunes sur la transition vers la carboneutralité du Canada

Dans le cadre de la phase 1, CPA Canada a mené un sondage auprès des jeunes sur la transition énergétique du Canada et la décarbonisation du secteur pétrogazier d'ici 2050. En voici les principaux résultats³ :

- 50 % des répondants ont déclaré que le Canada doit rendre son économie carboneutre d'ici 10 ans.
- 85 % d'entre eux ont affirmé être en accord ou tout à fait en accord avec l'idée que les sociétés pétrogazières devraient arrimer leur stratégie sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'objectif du Canada d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050.
- 63 % des répondants ont défini l'« intérêt national » comme un équilibre entre le bien-être social, le bien-être économique et le bien-être environnemental.

Un point de vue singulièrement canadien

« Au Canada comme à l'étranger, les investisseurs vont de plus en plus miser sur les infrastructures et les technologies carboneutres qui seront autant d'outils pour faire face à la crise climatique mondiale. Cet intérêt est en partie motivé par le fait que la croissance propre s'inscrit dans les valeurs autochtones rattachées aux priorités ESG inclusives, lesquelles permettront de maintenir et d'améliorer les conditions environnementales et sociales pour les générations actuelles et futures de Canadiens. Avec le financement du virage carboneutre de l'économie pour "rebâtir en mieux" qui s'amorce, nous verrons probablement les peuples autochtones, les investisseurs et les gouvernements travailler et innover de concert afin de mener une lutte stratégique pour répondre à l'impératif climatique. »

– [Conférence sur l'investissement durable organisée par la Coalition de Premières Nations pour les grands projets](#)

³ Le sondage, dont les résultats ont été publiés en janvier 2021, a pris fin le 8 février 2021. Il y a eu 98 répondants; 43 autres ont commencé le sondage sans le terminer. Toutes les réponses ont été comptabilisées dans les résultats, y compris celles provenant des répondants ayant rempli partiellement le sondage; par conséquent, il est possible que ces personnes n'aient pas toutes répondu aux mêmes questions. La majorité des répondants avaient de 21 à 30 ans.

ANNEXE C

Conclusions détaillées des tables rondes de la phase 2

Dans le cadre de la phase 2, CPA Canada a tenu une série de tables rondes virtuelles pour sonder les acteurs de différents secteurs sur la transition du Canada vers la carboneutralité.

- Tous les secteurs (administrateurs) – 4 mai 2021
- Transports – 6 mai 2021
- Matériaux et bâtiments – 11 mai 2021
- Agriculture, alimentation et produits forestiers – 13 mai 2021
- Tous les secteurs – 18 mai 2021

Les secteurs retenus comptent parmi ceux qui, selon les plus récents indicateurs nationaux, [émettent le plus de gaz à effet de serre](#). Aux fins de comparaison à l'échelle mondiale, ces secteurs ont été catégorisés selon les [lignes directrices sectorielles du GIFCC](#).

À la lumière des discussions ayant eu lieu lors de ces tables rondes, nous avons créé le tableau ci-après, où sont recensés les occasions et défis qui se présentent aux participants, ainsi que ceux propres aux secteurs concernés, pour en arriver à la carboneutralité d'ici 2050. L'opinion des participants a été sondée sur certains éléments clés du Rapport de la phase 2⁴. Lorsqu'il y avait lieu de le faire, nous avons ajouté aux conclusions des tables rondes les résultats d'études pertinentes (la liste de ressources consultées se trouve à l'[Annexe D](#)).

4 Basés sur un échantillon limité, les résultats des sondages en direct ne sont pas nécessairement représentatifs du secteur. Ce commentaire s'applique à l'ensemble des résultats des sondages indiqués dans le présent rapport.

Table ronde des administrateurs

Résultats du sondage

- 71 % des administrateurs pensent qu'ils doivent soutenir leur équipe de direction dans l'exécution d'un plan de transition et la détermination des orientations.
- 43 % des administrateurs croient que la sensibilisation et la formation à propos de la carboneutralité et de la surveillance des risques liés aux changements climatiques sont une priorité immédiate pour accélérer la transition du Canada.

Formation professionnelle

L'Institut des administrateurs de sociétés (IAS) a formé le groupe [Chapter Zero Canada](#), qui se veut la section canadienne de l'initiative de gouvernance climatique (IGC) du Forum économique mondial. Ce groupe vise à promouvoir l'adoption des [principes de l'IGC pour une gouvernance climatique efficace](#) en mobilisant, en informant et en outillant les administrateurs pour les aider à faire face aux changements climatiques.

Occasions

- **Rôles des administrateurs de sociétés dans la transition énergétique :** Il y a eu un consensus sur l'importance du rôle de leadership que les administrateurs jouent dans la transition du Canada, en soutenant les équipes de direction dans l'atteinte de leurs objectifs et, au besoin, en les incitant à agir de manière plus décisive sur les questions climatiques. Un participant a fait remarquer que, au cours de l'année passée, de nombreux dirigeants ont demandé l'avis de leur conseil d'administration sur la transition vers la carboneutralité en réponse à la pression des employés, des investisseurs et des clients.
- **Collaboration (partenariats public-privé) :** Les participants ont reconnu l'importance d'un arrimage entre les secteurs d'activité, mais aussi entre les secteurs public et privé. En favorisant un dialogue public-privé plus efficace, le milieu des affaires peut collaborer avec les différents ordres de gouvernement pour mettre au point et en œuvre des politiques opérantes, dans le but d'atteindre des objectifs communs, notamment la réduction des émissions à l'échelle du pays.

Défis

- **Concurrence et collaboration :** Les participants ont reconnu que la collaboration peut être entravée par la concurrence intrasectorielle et intersectorielle. Cependant, certains participants ont dit que, ces derniers temps, les chefs de la direction des sociétés d'énergie se réunissaient plus fréquemment – signe potentiel d'une collaboration accrue à court terme. Au sujet de la concurrence, selon un participant, certaines organisations ont déclaré que la responsabilité de lutter contre les changements climatiques ne leur incombait pas à elles, mais plutôt à leurs chaînes d'approvisionnement.
- **Données et information ESG :** Plusieurs participants ont parlé de la convergence de deux référentiels d'information : les recommandations du GIFCC et les normes du Sustainability Accounting Standards Board (SASB). Certains ont aussi souligné qu'il était difficile pour les PME de fournir des informations rigoureuses concernant les changements climatiques.

Table ronde sur les transports

Résultats du sondage

- 33 % des participants croient que les plus grands défis du secteur des transports vers l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050 sont une réglementation lacunaire et le manque d'incitatifs sur le plan politique pour réduire les émissions de GES.
- 50 % des participants pensent que le renforcement de la résilience par rapport aux changements climatiques représente l'occasion la plus intéressante pour les entreprises dans la transition vers la carboneutralité.

Étude de cas

Chef de file dans la lutte aux changements climatiques depuis plusieurs années, Ontario Power Generation (OPG) a amorcé la mise hors service progressive de ses centrales au charbon en 2014, ce qui représente la plus grande initiative de réduction des GES en Amérique du Nord. Son [plan climatique](#) vise à rendre la société carboneutre d'ici 2040 et à en faire un leader de la transition vers une économie carboneutre là où elle exerce ses activités d'ici 2050, notamment en contribuant à la décarbonisation des transports.

L'Ontario fait office de chef de file dans le développement des petits réacteurs modulaires (PRM). La réalisation d'un premier projet de PRM à l'échelle du réseau d'environ 300 MW est prévue sur le site de Darlington d'ici 2028, suivie de l'éventuel déploiement d'autres PRM sur ce même site, ainsi que sur d'autres en Ontario et un peu partout au Canada.

Occasions

- **Collaboration sectorielle** : Selon les participants, les acteurs du secteur des transports auraient avantage à définir ensemble une approche plus stratégique et cohérente en matière de transition. De plus, le secteur pourrait faire appel à la collaboration des peuples autochtones du Canada pour favoriser une transition inclusive (p. ex., en mettant sur pied des programmes de crédits de carbone visant des projets menés par des Autochtones).
- **Finance durable** : Bien que la finance durable soit une nouvelle tendance au pays, les participants ont mentionné qu'elle représentait une occasion pour la transition du secteur. Un participant a indiqué que, pour les organisations disposant de peu de capitaux, les nouveaux mécanismes issus de la finance durable (p. ex., les prêts liés à la durabilité) s'avéraient un moyen efficace d'opérer la transition.
- **Facteurs et parties prenantes favorisant les changements organisationnels** : Les participants s'entendaient pour dire que les agents de changement au sein de leur organisation étaient les employés (attraction et fidélisation des talents), les investisseurs et – de plus en plus – les clients.
- **Infrastructures** : S'il y a une adoption généralisée des véhicules électriques pour les passagers, il y aura la possibilité de revoir la fonction des infrastructures existantes, par exemple en transformant les stations-service en station de recharge, et de nouer des partenariats entre le public et le privé pour construire et adapter les infrastructures de soutien nécessaires à l'utilisation de ces véhicules.

Défis

- **Manque de réglementation habilitante** : Plusieurs participants ont indiqué la nécessité, pour les gouvernements, de financer des projets et des initiatives facilitant la transition des marchés et la commercialisation de produits à faibles émissions plus économiques pour le consommateur moyen (p. ex., en augmentant les subventions à l'achat d'un véhicule électrique). Plusieurs autres ont souligné que la réglementation canadienne des transports était fortement influencée par celle des États-Unis, soi-disant parce que « le secteur doit être réglementé à l'échelle nord-américaine ». Toujours au sujet de l'environnement réglementaire disparate en Amérique du Nord, certains participants ont relevé un manque d'harmonisation entre les politiques et les règlements en vigueur, ce qui nuit à la capacité des entreprises à mettre au point des technologies applicables et abordables.
- **Coût de la transition** : Dans certains segments du secteur des transports, la transition vers une faible empreinte carbone exige des investissements massifs (p. ex., la construction de rails). On doit alors voir comment opérer cette transition de manière responsable sur le plan financier. Les participants ont nommé individuellement d'autres facteurs aggravants, tels que les coûts supplémentaires pour renforcer la résilience par rapport aux changements climatiques et la baisse des produits d'exploitation découlant de la pandémie. Côté solution, on a implicitement fait référence aux mécanismes de finance durable.
- **Temps** : Plusieurs participants ont soulevé le défi que représentait la transition du secteur des transports en respectant un horizon temporel limité ([4,6 % des véhicules neufs immatriculés au Canada au T1 2021 étaient des véhicules à émission zéro \(VEZ\)⁵](#)). La nécessité d'un soutien gouvernemental accru pour faciliter cette transition a fait consensus.

5 Statistique Canada, Le Quotidien, 27 juillet 2021 : Immatriculation des véhicules automobiles neufs, premier trimestre de 2021.

Table ronde sur les matériaux et les bâtiments

Résultats du sondage

- 33 % des participants croient que le manque de technologies et de solutions économiquement viables représente le plus grand défi du secteur des matériaux et des bâtiments vers l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050.
- 67 % des participants pensent que le renforcement de la résilience par rapport aux changements climatiques représente l'occasion la plus intéressante pour les entreprises dans la transition vers la carboneutralité.

Orientations du secteur

[L'industrie minière canadienne s'engage à agir contre les changements climatiques](#) – En mai 2021, l'Association minière du Canada (AMC) a publié un nouveau protocole sur les changements climatiques pour réduire au minimum l'empreinte carbone du secteur minier, tout en améliorant l'information relative aux changements climatiques et en renforçant la capacité d'adaptation à ceux-ci.

Occasions

- **Collaboration des chaînes d'approvisionnement** : Plusieurs participants ont parlé du manque de collaboration au sein du secteur des matériaux, et des coûts de renonciation qui en découlent. Par exemple, on a maintes fois mentionné l'absence de considérations relatives aux changements climatiques dans les politiques d'approvisionnement des organisations. En contrepartie, l'occasion à saisir résiderait dans l'établissement d'indicateurs des émissions de carbone pour créer une assise commune.
- **Collaboration (partenariat public-privé)** : Le secteur public investit beaucoup dans les infrastructures, et ses exigences en matière d'approvisionnement contribueront à façonner les infrastructures civiles du pays pour les décennies à venir. Les gouvernements ont la possibilité d'inclure des critères liés aux changements climatiques dans leurs politiques d'approvisionnement, et ce, pour appuyer la transition du Canada vers la carboneutralité. De plus, les différents ordres de gouvernement peuvent favoriser l'adoption de technologies facilitant la transition du secteur en créant des initiatives et des programmes qui mettent en évidence l'efficacité et l'adaptabilité des technologies.
- **Facteurs et parties prenantes favorisant les changements organisationnels** : Plusieurs participants ont affirmé que, dans leur organisation, c'étaient les investisseurs qui motivaient principalement les changements se rapportant à la lutte aux changements climatiques. Parmi les autres facteurs et parties prenantes favorisant les changements, on a cité les employés (attraction et fidélisation des talents) et les avantages sur le plan de la réputation.

Défis

- **Alignement interne sur les changements climatiques** : Les participants étaient généralement d'accord pour dire que la transition du secteur reposait en grande partie sur l'intégration des considérations relatives aux changements climatiques dans la culture et la stratégie des organisations. Plusieurs participants ont noté que l'adhésion à la lutte aux changements climatiques était difficile et que, pour stimuler le changement, il fallait absolument sensibiliser, à tous les niveaux, les entreprises aux possibilités et aux risques liés aux changements climatiques.
- **Difficultés relatives à la communication de l'information** : Il y a eu consensus autour du fait que la communication de l'information liée au climat représente une tâche trop complexe pour certaines organisations, surtout en ce qui concerne l'établissement de cibles et l'analyse des scénarios en tenant compte des recommandations du GIFCC. Certains participants expérimentés ont suggéré que l'on mette en place des exigences progressives en matière de présentation de l'information, d'abord en priorisant certains jalons ou tâches et en ciblant ce qui est plus facile à faire (p. ex., le suivi de l'efficacité énergétique et l'évaluation des risques liés aux changements climatiques). Un participant a exprimé des inquiétudes relativement à l'absence d'uniformité des normes d'information.

Table ronde sur l'agriculture, l'alimentation et les produits forestiers

Résultats du sondage

- Les participants sont divisés sur ce qui représente le plus grand défi du secteur de l'agriculture, de l'alimentation et des produits forestiers pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050 : 33 % d'entre eux identifiant l'accès difficile aux capitaux pour faire les investissements nécessaires, et 33 %, le manque de solutions économiquement viables pour réduire les émissions de GES.
- 78 % des participants croient voir dans l'efficacité opérationnelle, les avantages sur le plan de la réputation, l'accès aux capitaux et le renforcement de la résilience les occasions les plus intéressantes pour les entreprises dans la transition vers la carboneutralité.

Étude de cas

L'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB), qui a publié une [série d'études](#), collabore avec des associations du monde entier sur les questions entourant la production de bœuf durable, en se concentrant plus particulièrement sur les émissions de GES et les changements climatiques. L'ACEB a aussi dirigé la [table ronde canadienne sur le bœuf durable](#), laquelle s'est penchée sur la durabilité de l'industrie canadienne du bœuf au moyen de trois activités : 1) l'analyse comparative; 2) la certification; et 3) les projets.

Occasions	Défis
<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration intersectorielle : Plusieurs participants ont dit que le secteur pourrait collaborer avec d'autres secteurs en vue de la transition vers la carboneutralité des autres secteurs grâce à la séquestration du carbone. La création de programmes et de partenariats fructueux misant sur cette technologie pourrait s'avérer très avantageuse pour les producteurs et l'environnement, mais certains participants ont relevé des défis pour y arriver, dont la difficulté à obtenir une mesure comparable et uniforme des émissions. D'autres participants ont mentionné certains cas où des partenariats intersectoriels pourraient porter des fruits (p. ex., une collaboration avec les sociétés d'énergie, si le secteur de l'agriculture pouvait utiliser efficacement la séquestration du carbone). • Facteurs et parties prenantes favorisant les changements organisationnels : Plusieurs participants ont affirmé que les évaluations des risques liés aux changements climatiques étaient les premiers moteurs de changement dans leur organisation. Parmi les autres facteurs et parties prenantes favorisant les changements, on a cité l'attraction et la rétention d'éléments de valeur, l'incidence positive sur la réputation et l'accès accru aux outils de la finance durable. • Finance durable : On a souvent fait référence à la possibilité de recourir aux outils de la finance durable pour faciliter la transition du secteur, en citant comme exemple notamment la Rabo Carbon Bank de la Rabobank et les prêts hypothécaires verts. • Collaboration (partenariat public-privé) : Les participants se sont entendus sur le fait que les décideurs devaient collaborer plus efficacement avec les acteurs du secteur pour mettre au point et en œuvre des politiques efficaces. Plusieurs participants ont souligné que les « gens sur le terrain » pourraient apporter une contribution importante à l'élaboration des politiques, nommant des exemples où l'on pourrait tirer parti de leur expertise (p. ex., concernant le captage du méthane, les biodigesteurs et la rotation des cultures). De plus, un consensus s'est dégagé sur la nécessité de reconnaître et de récompenser adéquatement l'apport actuel des parties prenantes du secteur (p. ex., les producteurs) à l'activité économique du pays. 	<ul style="list-style-type: none"> • Préférences des consommateurs et compétitivité au chapitre des coûts : Des participants ont mentionné que la compétitivité au chapitre des coûts était un paramètre important pour les producteurs primaires. Comme on l'a dit à plusieurs reprises, les facteurs qui exercent une pression à la hausse sur les prix (p. ex., les technologies de réduction des émissions) peuvent faire grimper les coûts de production et donc nuire à la capacité concurrentielle des entreprises. À cela s'ajoute la disparité entre l'intention déclarée des consommateurs de payer les produits plus cher et leurs comportements d'achat réels. • Mesure des actifs : On a signalé que, afin de profiter des occasions que représentent les crédits compensatoires d'émissions de carbone pour le secteur, il fallait mettre au point et en œuvre une méthode standard de mesure et d'évaluation des actifs. Les entreprises veulent que la mesure des crédits compensatoires se fasse de manière uniforme et comparable afin de renforcer la crédibilité du mécanisme et la transparence des marchés. • Taille réduite des exploitations agricoles : Des participants ont fait remarquer que le secteur était unique en ce qu'il regroupe de nombreuses petites exploitations familiales partout au pays. Par conséquent, il sera difficile de déployer à grande échelle les projets de réduction des émissions de GES et d'en tirer des diminutions considérables.

Table ronde sur tous les secteurs

Résultats du sondage

- 36 % des participants pensent que les investissements dans la recherche et l'innovation (notamment sous forme de partenariats et de projets pilotes) sont indispensables pour stimuler la collaboration au sein d'un secteur.
- 67 % des participants croient que les initiatives de réduction des émissions de GES misant sur les partenariats avec les chaînes d'approvisionnement représentent la meilleure façon de favoriser la collaboration intersectorielle.
- 58 % des participants estiment que les autorités de réglementation et les décideurs doivent adopter une définition nationale de la transition vers la carboneutralité d'ici 2050, et fournir à chaque secteur des orientations visant l'atteinte de cet objectif.

Initiative de collaboration

En mai 2021, le Canada a mis sur pied le [Conseil d'action en matière de finance durable](#), qui réunira des experts financiers des secteurs public et privé pour soutenir la croissance d'un marché du financement durable qui soit solide et efficace. Les dirigeants du secteur financier contribueront à la création des infrastructures de marché fondamentales nécessaires à la stabilité et à la fiabilité d'un marché du financement durable au Canada, ce qui renforcera la confiance des investisseurs et stimulera la croissance économique.

Occasions

- **Création de réseaux informels :** Plusieurs participants ont souligné l'importance de créer des réseaux et des plateformes qui favorisent la collaboration informelle et inclusive des parties prenantes des secteurs, de la société civile, du milieu universitaire et des gouvernements, entre autres, ce qui mènera à l'élaboration de solutions innovantes relativement aux changements climatiques. Il s'agit d'un point qui, selon les participants, renforcerait particulièrement la collaboration au sein des secteurs.
- **Établissement d'objectifs communs avec les partenaires des chaînes d'approvisionnement :** Il y a eu consensus sur le fait que les entreprises avaient tout intérêt à mobiliser les acteurs de leur chaîne d'approvisionnement, et à communiquer avec eux. En comprenant les ambitions de leurs partenaires liées aux changements climatiques, les organisations pourraient harmoniser leurs propres objectifs avec celles-ci, fixer des aspirations et des objectifs communs, et mettre en place avec eux des arrangements novateurs mutuellement avantageux (p. ex., OPG qui électrifie des parcs d'autobus de concert avec la CTT, donnant ainsi lieu à des structures uniques de propriété d'actifs).
- **Existence de nombreuses technologies pour avancer vers la carboneutralité :** Les participants ont parlé de plusieurs technologies (p. ex., l'hydrogène, le captage, l'utilisation et le stockage du carbone [CUSC] et les PRM) qui, ensemble, seraient susceptibles de faciliter la transition du Canada vers une économie à faibles émissions de carbone. Les discussions ont porté plus particulièrement sur le rôle de l'énergie nucléaire, et notamment sur celui des petits réacteurs modulaires, dans la transition économique mondiale. Plusieurs ont toutefois mentionné les barrières au déploiement de cette technologie à grande échelle, par exemple l'environnement réglementaire et l'accès aux capitaux nécessaires.
- **Marchés du carbone :** Les marchés du carbone représentent un formidable levier pour aider le Canada à atteindre la carboneutralité. Plus important encore, plusieurs participants ont indiqué que la mise en place de ces marchés dynamiserait la collaboration intersectorielle, et que les CPA pourraient jouer un rôle clé dans l'élaboration et la supervision de ceux-ci au Canada.

Défis

- **Prix et conditions économiques défavorables :** Selon les participants, le prix élevé des produits à faible empreinte carbone, la faible demande pour ceux-ci et les dépenses budgétaires limitées ont entravé la capacité des entreprises à offrir des biens et services de ce type, ainsi que l'adoption des principales technologies de réduction des émissions d'un bout à l'autre du pays. Dans les discussions, on a plusieurs fois dit que les parties prenantes, dont les gouvernements, devaient intégrer des indicateurs sur le carbone dans leurs processus d'approvisionnement, favorisant ainsi la création de marchés pour les produits à faible empreinte carbone. Un participant a mentionné que les gouvernements avaient avantage à tenir compte des émissions de carbone dans leurs décisions, ce qui se répercuterait dans la chaîne d'approvisionnement (p. ex., l'autoroute Sea-to-Sky en Colombie-Britannique).
- **Réglementation :** Plusieurs participants ont affirmé qu'une réglementation prescriptive ou excessive ainsi qu'un processus inefficace d'élaboration de politiques pourraient faire obstacle à l'adoption généralisée de technologies clés (p. ex., les petits réacteurs modulaires) et à la création de partenariats collaboratifs entre les partenaires d'une même chaîne d'approvisionnement. Par ailleurs, comme la réglementation est un processus itératif, on s'est demandé si les décideurs allaient vraiment pouvoir mettre en place des politiques efficaces liées aux changements climatiques sur une période relativement courte. Conjointement avec les différentes mesures pertinentes déjà proposées, un processus efficace d'élaboration de politiques viendra appuyer l'innovation et la transition du Canada vers la carboneutralité.

Pleins feux sur le rôle des crédits compensatoires de carbone :

« [Il y a] un nouveau marché important : celui des crédits compensatoires de carbone. Il pourrait favoriser l'émergence de solutions naturelles de réduction de gaz à effet de serre, et représenter une excellente occasion économique pour les communautés autochtones. Pour respecter le plafond d'émissions, en plus de leurs efforts visant à réduire leurs émissions absolues, les entreprises devront se tourner vers des solutions complémentaires crédibles, notamment des solutions naturelles comme la reforestation, s'il advenait qu'aucune technologie ne puisse éliminer complètement leurs émissions. À l'heure actuelle, c'est un petit marché d'environ 300 millions de dollars par année, de qualité inégale. En étant structuré adéquatement, il pourrait connaître une croissance rapide et atteindre de 50 à 100 milliards de dollars annuellement. Nous travaillons à mettre en place les infrastructures pour ouvrir ce marché. [Celui-ci pourrait] représenter un potentiel énorme pour les communautés autochtones. Cela dit, il faut d'abord qu'elles en prennent conscience et qu'elles se mobilisent rapidement pour que nous puissions ériger un système avantageux pour tous. »

– Mark Carney (vice-président et responsable des investissements ESG et des fonds d'impact chez Brookfield Asset Management, et envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique). Mots prononcés lors de la conférence sur l'investissement durable organisée par la Coalition de Premières Nations pour les grands projets.

ANNEXE D

Liens vers des ressources pertinentes

Publications de CPA Canada

- [Introduction à la gestion des émissions de gaz à effet de serre](#)
- [Guide de l'ACD sur les évaluations et les changements climatiques](#)
- [S'orienter dans le paysage de l'information \(guide du Réseau des organisations comptables\)](#)
- [Cahier d'information sur le changement climatique : Questions que les administrateurs devraient poser](#)
- [Risques climatiques : Cette question vous intéresse?](#)
- [Information relative aux changements climatiques dans le secteur de l'énergie \(rapport conjoint avec le Groupe TSX\)](#)
- [Collaboration avec Ressources naturelles Canada \(RNCan\) sur la formation sur les changements climatiques et la présentation de l'information financière sur cette question](#)
- [Rapport de consultation sur la transition du secteur énergétique canadien vers la carboneutralité](#)
- [Risques et occasions environnementaux et sociaux : Questions que les administrateurs devraient poser](#)
- [Changements climatiques et prise de décision : Entrevues avec des investisseurs](#)
- [Tendances et points de vue d'investisseurs sur les recommandations du GIFCC - Webinaire](#)
- [Lignes directrices sur la comptabilité de gestion et étude de cas, gestion des émissions de GES, établissement d'un lien entre les émissions de GES et la stratégie d'entreprise, la gestion des risques et la performance](#)
- [La durabilité pour l'avenir](#)
- [Section canadienne du Réseau de leadership des chefs des finances de l'Association pour la comptabilité durable \(ACD\) du prince de Galles](#)
- [Pourquoi les grandes villes canadiennes adoptent les recommandations du GIFCC](#)

Publications sur la carboneutralité à l'échelle mondiale et nationale

- [S'orienter dans le paysage de l'information : une introduction de l'ACD à l'information relative à la durabilité pour les professionnels de la finance \[PDF\]](#)
- [A Canadian Transition Pathway: An Urgently Needed Toolset to Finance Canada's Pathway to a Low-Carbon Economy](#)
- [Vers un Canada carboneutre : s'inscrire dans la transition globale \[PDF\]](#)
- [Consultation: Nature and Net Zero \[PDF\]](#)
- [Energy Transition Index 2020: From Crisis to Rebound](#)
- [Sommaire de la conférence sur l'investissement durable organisée par la Coalition de Premières Nations pour les grands projets \[PDF\]](#)
- [FSB Roadmap for Addressing Climate-related Financial Risks](#)
- [Croissance propre : les investissements dans les technologies à faibles émissions de carbone jusqu'en 2030](#)
- [Comment le Canada peut atteindre la décarbonation d'ici 2050](#)
- Institute for Sustainable Finance – [Assesing Current Canadian Corporate Performance on GHG Emissions, Disclosures and Target Setting](#)
- Institute for Sustainable Finance – [Changing Gears: Sustainable Finance Progress In Canada \[PDF\]](#)
- [Net Zero Asset Owner Alliance: Inaugural 2025 Target Setting Protocol \[PDF\]](#)
- [Net Zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector](#)
- [Net-Zero Challenge: The Supply Chain Opportunity](#)
- [Pathways to Net Zero: A Decision Support Tool](#)
- [Sustainable Markets Initiative – *Building a Sustainable Future*](#)
- [The Net-Zero Challenge: Fast-Forward to Decisive Climate Action](#)
- World Economic Forum – [Davos Lab: Youth Recovery Plan – Insight Report \[PDF\]](#)

Secteur de l'agriculture, de l'alimentation et des produits forestiers

- [Recommandations pour la reprise dans l'agriculture canadienne post COVID-19](#)
- [Agri-Food Sustainability Targets: A Selected Overview \[PDF\]](#)

- [Croissance écologique : document de recherche préparé pour le Clean Economy Fund \[PDF\]](#)
- [Generational Change Provides Resource Industries New Opportunities If They Can Meet ESG Challenges](#)
- [Net-Zero Agriculture in 2050: How to Get There](#)
- [Path to 2060: Decarbonizing the Agriculture Industry](#)
- [Stratégies économiques du Canada : secteur agroalimentaire](#)

Secteur des transports

- [Clean Skies for Tomorrow: Sustainable Aviation Fuels as a Pathway to Net-Zero Aviation](#)
- [Decarbonization Roadmap: A Path to Net Zero \[PDF\]](#)
- [Decarbonizing Road Freight: Getting into Gear](#)
- [La décarbonisation des transports au Canada \[PDF\]](#)
- [Decarbonizing Transportation in Canada: Building a Foundation for success](#)
- [Driving to 2050: The Role of Transportation Fuels in Canada's Low-Carbon Future](#)
- [How Airlines Can Chart a Path to Zero-Carbon Flying](#)
- [Opportunities for Low-Carbon Mobility Actions in Canadian Municipalities: Best Practices and Guidance](#)
- [Reducing Barriers for the Adoption of Light-Duty Zero-Emissions Vehicles](#)
- [Renewable Energy Pathways in Road Transport](#)
- [Argumentaire pour l'industrie canadienne des véhicules électriques et une loi zéro émission \[PDF\]](#)
- [The Next Frontier for Climate Action: Decarbonizing Urban Freight in Canada](#)

Secteur des matériaux et des bâtiments

- [L'industrie de l'acier au Canada : un choix durable \[PDF\]](#)
- [Decarbonization of Industrial Sectors: The Next Frontier \[PDF\]](#)
- [Decarbonization Pathways for Mines – A Headlamp in the Darkness \[PDF\]](#)
- [Iron and Steel Technology Roadmap](#)
- [Laying the Foundation for Zero-Carbon Cement](#)
- [The Challenge of Reaching Zero Emissions in Heavy Industry](#)



CPA

COMPTABLES
PROFESSIONNELS
AGRÉÉS
CANADA

277, RUE WELLINGTON OUEST
TORONTO (ONTARIO) CANADA M5V 3H2
TÉL. : 416 977-3222 TÉLÉC. : 416 977-8585
WWW.CPACANADA.CA